



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 4 OCTOBRE 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 4th, 1947

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Canada Beef Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf août 1947, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner et Percy H. Srean, comptables agréés, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en gros et en détail, le commerce de bouchers, sous le nom de "Canada Beef Co. Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune et 370 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Letters Patent

Canada Beef Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1947, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Arthur Kishner and Percy H. Srean, chartered accountants, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of wholesale and retail butchers, under the name of "Canada Beef Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 30 common shares of \$100, each and 370 preferred shares of \$100, each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Compagnie Horlogère Canadienne Limitée
Canadian Clock Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatre septembre 1947, constituant en corporation: Louis Dugal, avocat, Lucien Bédard, notaire, tous deux de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, et Yves Poisson, secrétaire, des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

La fabrication d'horlogerie et de pièces détachées, sous le nom de "Compagnie Horlogère Canadienne Limitée—Canadian Clock Company Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 6,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de trente mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Gaspé Copper Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux septembre 1947, constituant en corporation: William Smith Walton, Sidney Hamlin Robinson, William Dennis Jordan, Henry Francis White, avocats, et George Alfred Southee, stagiaire, tous de la cité de Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, développer, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Gaspé Copper Mines, Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$2,000,000 divisé en 2,000,000 d'action de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Gutheil's Fur Dressers and Dyers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf août 1947, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield, Philip Fischel Vineberg et David Goodman, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, teinturiers, nettoyeurs, repasseurs, acheteurs,

Compagnie Horlogère Canadienne Limitée
Canadian Clock Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1947, incorporating: Louis Dugal, advocate, Lucien Bédard, notary, both of Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, and Yves Poisson, secretary, of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To engage in clock making and manufacturing of separate parts, under the name of "Compagnie Horlogère Canadienne Limitée—Canadian Clock Company Limited".

The capital stock of the company is divided into 6,000 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence operations is thirty thousand dollars.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Gaspé Copper Mines Limited
(No personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1947, incorporating: William Smith Walton, Sidney Hamlin Robinson, William Dennis Jordan, Henry Francis White, solicitors, and George Alfred Southee, student-at-law, all of the city of Toronto, Province of Ontario, for the following purpose:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Gaspé Copper Mines, Limited" (No personal liability), with a capital stock of \$2,000,000 divided into 2,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at the Town of Noranda, district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Gutheil's Fur Dressers and Dyers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1947, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield, Philip Fischel Vineberg and David Goodman, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, dyers, cleaners, dressers, buyers, sellers, importers, ex-

vendeurs, importateurs, exportateurs et négociants, tant en gros qu'en détail, de peaux vertes ou préparées, fourrures de toutes sortes, tissus de fourrure, vêtements de toutes sortes, faits, en tout ou en partie de fourrure ou de tissus de fourrure, peaux, cuir et articles de cuir de toutes sortes, sous le nom de "Guthheil's Fur Dressers and Dyers Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

How-El Sales Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1947, constituant en corporation: Roger Turgeon, tavernier, de la cité de Montréal, Paul Leblanc, avocat, de la cité d'Outremont, tous deux du district de Montréal, et Edward J. Brennan, vendeur de la ville de Philadelphie, État de Pennsylvanie, un des États-Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Généralement exercer le commerce de construction et celui d'entrepreneurs et de tous autres genres et sortes de travaux, sous le nom de "How-El Sales Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

J. H. Ricard Cie Ltée
J. H. Ricard Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt août 1947, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Joseph Henri Ricard, manufacturier, et Edmond R. Leonard, vérificateur, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, réparer, convertir, arrenter, louer ou autrement trafiquer ou négocier le bois, les produits du bois, les métaux plastiques, fibres et tous autres produits ou marchandises composés d'iceux, en tout ou en partie;

Acheter de Joseph Henri Ricard, le commerce actuellement exercé par lui à 5140, 8e ave., Rosemont.

Le nom corporatif de cette compagnie est: J. H. Ricard Cie Ltée—J. H. Ricard Co. Ltd."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$29,000 divisé en 1,900 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

porters and dealers, both at wholesale and at retail, in raw and dressed skins, furs of all kinds, fur fabrics, garments of all kinds made wholly or partly of fur or fur fabrics, hides, leather and leather goods of all kinds, under the name of "Guthheil's Fur Dressers and Dyers Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 preferred shares of the par value of \$100 each and 500 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

How-El Sales Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1947, incorporating: Roger Turgeon, tavern keeper, of the city of Montreal, Paul Leblanc, advocate, of the city of Outremont, both of the district of Montreal, and Edward J. Brennan, salesman, of the city of Philadelphia, State of Pennsylvania, one of the United States of America, for the following purposes:

Generally to carry on the construction business and that of contractors and any other types and kinds of works, under the name of "How-El Sales Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

J. H. Ricard Cie Ltée
J. H. Ricard Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth of August, 1947, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Joseph-Henri Ricard, manufacturer, and Edmond R. Leonard, auditor, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, repair, convert, let, hire or otherwise deal in or with wood, wood products, metals, plastics, fibres and all other goods or merchandise composed in whole or in part thereof;

To purchase from Joseph Henri Ricard the business presently carried on by him at 5140 8th ave., Rosemont.

The corporate name of this company is: "J. H. Ricard Cie Ltée—J. H. Ricard Co. Ltd."

The amount of the capital stock of the company shall be \$29,000 consisting of 1,900 common shares of the par value of \$10 each, and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Lac Légaré Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux septembre 1947, constituant en corporation: J.-Albert Pichette, avocat, Dr Louis-Philippe Pichette, spécialiste, et Georges Beaulieu, marchand, tous de Edmundston, province du Nouveau-Brunswick, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer un club de chasse et de pêche avec tous les droits et privilèges à ce genre de commerce, sous le nom de "Lac Légaré Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Benoit de Packington, district de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Lac Légaré Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1947, incorporating: J.-Albert Pichette, advocate, Dr Louis-Philippe Pichette, specialist, and Georges Beaulieu, merchant, all of Edmundston, province of New Brunswick, for the following purposes:

To promote, organize, direct and manage a hunting and fishing club with all the rights and privileges connected with such a business, under the name of "Lac Légaré Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Benoit de Packington, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

**New Quebec Exploration Company Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit août 1947, constituant en corporation: Valmore-A. de Billy, avocat, de Lévis, Thérèse Sirois, secrétaire, célibataire, de Lauzon, Pierrette Gauvin, secrétaire, célibataire, de Cap-Rouge, Gilles de Billy, avocat, Jean-Baptiste Brown, comptable, Jean-Marie Houle, avocat, et Madeleine Gérard, secrétaire, célibataire, tous quatre de la cité de Québec, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter par quelque moyen que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "New Quebec Exploration Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital de \$5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Émettre les actions de manière à ce que les actionnaires n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant ou des montants du prix ou des prix payés ou convenus de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

**New Quebec Exploration Company Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date twenty-eighth day of August, 1947, incorporating Valmore-A. de Billy, advocate, of Lévis, Thérèse Sirois, secretary, spinster, of Lauzon, Pierrette Gauvin, secretary, spinster, of Cap-Rouge, Gilles de Billy, advocate, Jean-Baptiste Brown, accountant, Jean-Marie Houle, advocate, and Madeleine Gérard, secretary, spinster, all four of the city of Quebec, all in the district of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "New Quebec Exploration Company Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,000,000 divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

To issue shares so that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Nu-Era Creations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois septembre 1947, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Phyllis Schwartz sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et John Herschorn, vendeur, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Nu-Era Creations Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1947, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Phyllis Schwartz, stenographer, fille majeure, both of the city of Montreal, and John Herschorn, salesman, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de manufacturiers, assembleurs, négociants et trafiquants de bijouterie, produits de métal, nouveautés, ornements de tous genres et de toute description, sous le nom de "Nu-Era Creations Inc.", avec un capital de \$15,000, divisé en 300 actions ordinaires, de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Quincaillerie Jonquière Ltée Jonquiere Hardware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1947, constituant en corporation: Emile Lamarre, ingénieur-civil et Arpenteur géomètre, Albert Laberge, comptable, et Arthur Laberge, entrepreneur, tous de Jonquière, district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter au gros et au détail, comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, agents, distributeurs ou représentants, le commerce général de la ferronnerie, quincaillerie, verrerie, vaisselle, bijouterie, articles de sport, équipements électriques, appareils de chauffage, plomberie, peintures, vernis, huiles, charbon, bois de chauffage, meubles, ustensiles, matériaux de construction, sous le nom de "Quincaillerie Jonquière Ltée — Jonquiere Hardware Ltd.", avec un capital de \$35,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune, et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Wingate Woollen Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre septembre, 1947, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., Harry Batshaw, c.r., et Louis Feigenbaum, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter vendre, et négocier tous articles et marchandises faits de drap, lainages, cotons, textiles de toute description, fourrures de tailleurs, soies, fourrures, peaux vertes, peaux et marchandises de tricot ou toutes étoffes similaires, sous le nom de "Wingate Woollen Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE,
20277-9

To carry on the business of manufacturers, assemblers, dealers and jobbers in jewellery, metal products, novelties, ornaments of all kinds and description, under the name of "Nu-Era Creations Inc.", with a capital stock of \$15,000 divided into 300 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Quincaillerie Jonquière Ltée Jonquiere Hardware Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1947, incorporating: Emile Lamarre, civil engineer and land surveyor, Albert Laberge, accountant, and Arthur Laberge, contractor, all of Jonquière, district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business, wholesale and retail, as importers, exporters, manufacturers, agents, distributors or representatives and deal generally in ironware, hardware, glassware, crockery, jewellery, sporting goods, electric appliances, heating systems, plumbing supplies, paints, varnish, oils, coal, fire-wood, furniture, utensils and building requisites, under the name of "Quincaillerie Jonquière Ltée — Jonquiere Hardware Ltd.", with a capital stock of \$35,000 divided into 250 common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company is limited to twenty.

The head office of the company will be at Jonquière, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Wingate Woollen Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1947, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in all goods and merchandise made of cloth, woollens, cottons, textiles of every description, tailors trimmings, silk, furs, hides, skins and knitted goods or of any similar materials, under the name of "Wingate Woollen Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1947.

P. FRENETTE,
20277-0 Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Beaudet & Cie Ltée.
(Beaudet & Co. Ltd.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 septembre 1947, à la compagnie "Beaudet & Cie, Ltée" (Beaudet & Co. Ltd.) modifiant ses lettres patentes originaires en ce qui a trait aux privilèges attachés à ses actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 septembre 1947.

L'Assistant-procureur général, suppléant
P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

Beaudet & Cie Ltée.
(Beaudet & Co. Ltd.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of September, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Beaudet & Cie, Ltée" (Beaudet & Co. Ltd.), amending its original letters patent as regards the privileges attaching to its preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Ecole d'Arts et Métiers (Section Féminine) Shawinigan Falls

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 176, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 septembre 1947, à la corporation "Ecole Ménagère Post-Scolaire de Shawinigan", constituée comme telle par lettres patentes en date du 15 septembre 1945, a) changeant son nom en celui de: "Ecole d'Arts et Métiers (Section Féminine) Shawinigan Falls"; b) modifiant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Ecole d'Arts et Métiers (Section Féminine) Shawinigan Falls

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of September, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. Larichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the corporation "Ecole Ménagère Post-Scolaire de Shawinigan" incorporated as such by letters patent dated September 15, 1945, a) changing its name to that of: "Ecole d'Arts et Métiers (Section Féminine) Shawinigan Falls"; b) amending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1947.

P. FERNETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Insurance Exchange Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seize septembre 1947, à la compagnie "Insurance Exchange Building Ltd.", ratifiant son règlement spécial "A" étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Insurance Exchange Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of September, 1947, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec to the company "Insurance Exchange Building Ltd." ratifying its Special By-Law "A" extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée Sherbrooke Construction Shops Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 septembre 1947, à la compagnie "Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée" — "Sherbrooke Construction Shops Ltd.", ratifiant: a) son Règlement N° 25 refondant en 200 actions privilégiées de \$50 chacune les 1000 actions privilégiées de \$10 chacune faisant partie de son capital-actions; b) une résolution de la compagnie modifiant les privilèges attachés à ses actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée Sherbrooke Construction Shops Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of September, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée" — "Sherbrooke Construction Shops Ltd.", ratifying: a) its By-law No. 25 converting into 200 preferred shares of \$50 each the 1000 preferred shares of \$10 each forming part of its capital stock; b) a resolution of the company amending the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Les Produits Laitiers Laurentide Limitée
Laurentide Dairy Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 septembre 1947, changeant le nom de la compagnie "Les Produits Laitiers Laurentide Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 octobre 1941, en celui de "Les Produits Laitiers Laurentide Limitée" — "Laurentide Dairy Products Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 5 septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Specialloid (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du treize septembre 1947, à la compagnie "Specialloid (Canada) Limited" ratifiant: 1) son règlement N° 21 subdivisant les 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$20 chacune composant son capital-actions autorisé en 200,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2) son règlement n° 22 augmentant ledit capital-actions autorisé de \$200,000 à \$600,000 par la création de 200,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune et 200,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune, et énumérant les privilèges attachés aux dites actions privilégiées; 3) une résolution étendant les pouvoirs de ladite compagnie; 4) une seconde résolution, variant certaines dispositions des lettres patentes constituant la compagnie en corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Specialty Outfitters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuf septembre 1947, à la compagnie "Specialty Outfitters Inc.", ratifiant son règlement N° 62 augmentant son capital de \$49,000 à \$98,000 par la création de 490 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, à être connues comme actions privilégiées "Classe 'B'", et énumérant les privilèges attachés aux nouvelles actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

The Albert Paper Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinq septembre 1947, chan-

Les Produits Laitiers Laurentide Limitée
Laurentide Dairy Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of September, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Les Produits Laitiers Laurentide Limitée", incorporated by letters patent dated October 9, 1941, into that of "Les Produits Laitiers Laurentide Limitée" — "Laurentide Dairy Products Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Specialloid (Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of September, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Specialloid (Canada) Limited", ratifying: 1) its By-law No. 21 subdividing the 10,000 common shares of the par value of \$20. each composing its authorized capital stock into 200,000 common shares of the par value of \$1. each; 2) its By-Law No. 22 increasing said authorized capital stock from \$200,000. to \$600,000. by the creation of 200,000 additional common shares of the par value of \$1. each and of 200,000 preferred shares of the par value of \$1. each, and enumerating the privileges attaching to said preferred shares; 3) a Resolution extending the powers of said Company; 4) a second Resolution varying certain provisions of the Letters Patent incorporating the Company.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Specialty Outfitters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of September, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Specialty Outfitters Inc.", ratifying its By-Law No. 62 increasing its capital from \$49,000. to \$98,000. by the creation of 490 additional preferred shares of the par value of \$100. each, to be known as preferred shares "Class B", and enumerating the privileges attaching to the said new preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

The Albert Paper Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of September, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of

geant le nom de la compagnie "The Albert Paper Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 mars 1932, en celui de "The Albert Paper Company Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le cinq septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Universal Shoe Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux septembre 1947, changeant le nom de la compagnie "Ma Belle Footwear Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 février 1947, en celui de "Universal Shoe Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 2 septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
20278-o P. FRENETTE.

the company "The Albert Paper Company", incorporated by letters patent dated March 11th, 1932, into that of: "The Albert Paper Company Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Universal Shoe Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of September, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Ma Belle Footwear Inc.", incorporated by letters patent dated February 8th, 1947, into that of: "Universal Shoe Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of September, 1947.

P. FRENETTE,
20278-o Assistant Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Action for Separation as to Property

Province de Québec, District de Montréal
Cour Supérieure, N° 255610. Dame Florence Houde, domiciliée à 1814 rue Delorimier, à Montréal, dit district, épouse commune en biens d'Albert Davey, camionneur des mêmes lieux, demanderesse; vs ledit Albert Davey, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 septembre 1947.

Montréal, le 26 septembre 1947.
Le Procureur de la demanderesse,
20301-o LUCIEN LEGER.

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, No. 255610. Dame Florence Houde, domiciled at 1814 Delorimier Street, Montreal, said district, wife common as to property of Albert Davey, carter, of the same place, plaintiff; vs the said Albert Davey, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on September 20, 1947.

Montréal, September 26, 1947.
LUCIEN LEGER,
20301 Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1566

Number 1566

Québec, le 23 septembre 1947.

Quebec, September 23, 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3986 du 3 octobre 1946, soit prolongé jusqu'au 1er novembre 1947, aux mêmes taux et conditions.

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and district, authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 3986 of October 3, 1946, be extended until November 1, 1947, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,
20295-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
20295-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1566

Québec, le 23 septembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "B"

CONCERNANT une prolongation du droit de
prélèvement du Comité paritaire de l'Horlo-
gerie.IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'hono-
rable Ministre du Travail:QUE le droit de prélèvement du Comité pari-
taire de l'Horlogerie, autorisé par règlement
approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3867
du 25 septembre 1946, soit prolongé jusqu'au
9 novembre 1947, aux mêmes taux et conditions

A. MORISSET,

20296-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1566

Québec, September 23, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "B"

CONCERNING an extension of the right to levy
of the Parity Committee of Horology.IT IS ORDAINED, upon the recommendation of
the Honourable Minister of Labour:THAT the right to levy of the Parity Committee
of Horology, authorized by a by-law approved by
Order-in-Council number 3867 of September 25,
1946, be extended until November 9, 1947, with
the same rate and conditions.

A. MORISSET,

20296-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1567

Québec, le 23 septembre 1947.

Present: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif
aux métiers de l'imprimerie dans la région de
Québec.IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'hono-
rable Ministre du Travail:QUE le décret numéro 3022 du 21 octobre 1943
et amendements, relatif aux métiers de l'impre-
merie dans la région de Québec, soit prolongé jus-
qu'au 1er novembre 1947.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20297-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1567

Québec, September 23, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING the extension of the decree relating
to the printing trades in the district of Quebec.IT IS ORDAINED, upon the recommendation of
the Honourable Minister of Labour:THAT the decree number 3022 of October 21,
1943, and amendments, relating to the printing
trades in the district of Quebec, be extended
until November 1, 1947.

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20297-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1567

Quebec, le 23 septembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif
au métier d'horloger dans la région de Mont-
réal.IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'hono-
rable Ministre du Travail:QUE le décret numéro 2816 du 4 octobre 1943
et amendements, relatif au métier d'horloger dans
la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 9
novembre 1947.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20298-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1567

Quebec, September 23, 1947

Present: The Lieutenant-Governor on Council.

Part "B"

CONCERNING the extension of the decree relating
to the clockmaking trade in the district of
Montreal.IT IS ORDAINED, upon the recommendation of
the Honourable Minister of Labour:THAT the decree number 2816 of October 4,
1943, and amendments, relating to the clock-
making trade in the district of Montreal, be
extended until November 9, 1947.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20298-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1564

Québec, le 23 septembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT un amendement aux règlements spéciaux pris en exécution de la Loi des Établissements industriels et commerciaux.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que les règlements spéciaux concernant la protection des ouvriers travaillant dans l'air comprimé, pris en exécution de la Loi des Établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175) et modifiée par 6 George VI, chapitre 50, sanctionnée par l'arrêté ministériel numéro 544 du 22 février 1935 soient amendés de la façon suivante:

L'article 10 desdits règlements est radié et remplacé par le suivant:

"10.—La durée maximum du travail des équipes de travailleurs dans l'air comprimé ainsi que la durée minimum du repos qui doit suivre la période de travail sont les suivantes:

Pression	Heures				
	Nombre maximum de livres	Durée maximum totale par 24 heures	Durée maximum 1ère période	Repos minimum	Durée maximum 2ème période
Normale	18	8	4	1	4
18	26	6	3	1	3
26	33	4	2	2	2
33	38	3	1½	3	1½
38	43	2	1	4	1
43	48	1½	¾	5	¾
48	50	1	½	6	½

La période de repos alloué pour les repas ne devra jamais être inférieure à une demi-heure dans le cas des ouvriers travaillant sous une pression s'élevant jusqu'à 10 livres et à une heure pour les ouvriers travaillant sous une pression de plus de 10 livres.

La durée du travail et du repos sera déterminée par la pression maximum atteinte durant le travail d'une équipe."

A. MORISSET,

20294-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1564

Quebec, September 23, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the regulations passed under the Industrial and Commercial Establishments Act.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the special regulations respecting the protection of persons working in compressed air the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175) and amended by 6 Geo VI, chapter 50, sanctioned by Order-in-Council 544 of February 22, 1935, be amended as follows:

Section 10 of the said regulations is deleted and replaced by the following:

"10.—The maximum number of hours of the shifts in compressed air and the minimum rest intervals between shifts shall be as follows:

Pressure	Hours				
	Maximum pressure (lbs)	Maximum duration of work in 24 hrs	Maximum duration 1st period	Minimum rest interval	Minimum duration 2nd period
Normal	18	8	4	1	4
18	26	6	3	1	3
26	33	4	2	2	2
33	38	3	1½	3	1½
38	43	2	1	4	1
43	48	1½	¾	5	¾
48	50	1	½	6	½

The rest interval allowed for meals shall never be less than one half-hour for employees working under pressure up to 10 pounds and one hour for employees working under pressure exceeding 10 pounds.

The limits of hours of work and rest intervals shall apply according to the maximum pressure attained at any time during any shift."

A. MORISSET,

20294-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Vital de Clermont", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisé par le Secrétaire de la Province le 25 septembre 1947.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Vital de Clermont", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 25, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Vital-de-Clermont, comté d'Abitibi-Ouest.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20279-o JEAN BRUCHESI.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Vital-de-Clermont, county of Abitibi-West.

JEAN BRUCHESI,
20179 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Familiale de Saint-Léon-le-Grand", en date du 22 septembre 1947, dont le siège social est situé à Saint-Léon-le-Grand, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 septembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20302-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Familiale de Saint-Léon-le-Grand", under date the twenty-second day of September, 1947, whereof the head office is at Saint-Léon-le-Grand, county Matapédia, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of September, 1947.

JEAN BRUCHESI,
20302 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique des Institutions Religieuses de Rimouski, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rimouski, comté de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20303-o JEAN BRUCHESI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Institutions Religieuses de Rimouski, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 26, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rimouski, county of Rimouski.

JEAN BRUCHESI,
20303 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que "Frigidaire Products of Canada Limited", dont le siège social est en la ville de Leaside, dans la province d'Ontario, et dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a, en vertu d'une nouvelle procuration, exécutée le 15 septembre 1947, constitué M. John M. Reid, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, gérant de "Frigidaire Products of Canada Limited" pour la province de Québec, son agent en ladite province, au lieu et place de M. William E. Brisbin, aux fins de recevoir service dans toute action ou procédure intentée contre ladite compagnie dans la province de Québec, et que le siège social de la corporation est établi à 6177 rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec, aux fins de recevoir service dans toute action ou procédure, comme susdit.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er jour d'octobre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20309-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that "Frigidaire Products of Canada Limited", whose Head Office is at the town of Leaside, in the Province of Ontario, and duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, has, by new Power of Attorney executed on September 15th, 1947, constituted Mr. John M. Reid, of the city of Montreal, in the Province of Quebec, Manager of Frigidaire Products of Canada Limited for the Province of Quebec, its Agent in the said Province, in the place and stead of Mr. William E. Brisbin, for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, and that the principal office of the Corporation is established at 6177 Sherbrooke Street, West, Montreal, Quebec, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding as aforesaid.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of October, 1947.

JEAN BRUCHESI,
20309-o Under Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

Avis est donné par les présentes que "Conway Dress Inc." ayant son siège social en les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour de mander la permission d'abandonner ses lettres patentes, à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 27ième jour de septembre 1947.

Les Procureurs de la requérante,
20285 STEIN & STEIN.

Charter — Surrender of

Notice is hereby given that "Conway Dress Inc.", having its head office in the city and district of Montréal, will apply to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for leave to surrender its letters patent from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated, at Montreal, this 27th day of September, 1947.

STEIN & STEIN,
20285 o Attorneys for the Petitioner.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Avis est donné par les présentes que "English-town Cutlery, Ltd." a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie en vertu de sa charte sont limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois actuelles de cette Province.

L'agent principal de la corporation en cette Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle est M. Leonard Topping, 1183 rue Université, en la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation est établi à 1183 rue Université, en la cité de Montréal, province de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 septembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20310 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do Business

Notice is hereby given that "English-town Cutlery, Ltd." has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Corporation in this Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Leonard Topping, 1183 University Street, in the City of Montreal.

The principal office of the Corporation is established at 1183 University Street in the City of Montreal, Province of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20310-o Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

Avis de changement du nom de la "Société Coopérative Agricole de Gentilly" en celui de "Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de Gentilly".

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction de la Société Coopérative Agricole de Gentilly, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la *Gazette Officielle de Québec*, le 3 avril 1943, de changer le nom de cette société coopérative en celui de "Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de Gentilly".

Québec, ce vingt-sixième jour de septembre 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
20311-o JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice of change of name of the "Société Coopérative Agricole de Gentilly" into that of "Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de Gentilly".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the board of directors of the "Société Coopérative Agricole de Gentilly", a cooperative association incorporated under the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and whereof the notice of formation was published in the *Quebec Official Gazette*, on April 3, 1943, to change the name of the said cooperative association into that of "Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de Gentilly".

Quebec, this twenty-sixth day of September, 1947.

JULES SIMARD,
20311 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 47-Sp-IA

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 1er octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière à Montréal.

Présent: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 47-Sp-IA

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 1st, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, Legal adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126), la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec décrète ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance, les mots "marchand de lait" signifient toute personne, société, association, compagnie ou corporation achetant ou recevant des cultivateurs ou autres producteurs, du lait ou de la crème soit pour les revendre à l'état nature, soit pour les transformer pour fins commerciales en crème, lait condensé, lait évaporé, lait en poudre dans les régions sujettes aux ordonnances de la Commission.

2° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs.

a) le ou avant le 15 du mois, le prix du lait livré du 16 au dernier jour inclusivement du mois courant.

b) le ou avant le dernier jour du mois, le prix du lait livré du 1er au 15 inclusivement du mois courant.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 47-Sp-I, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 mars 1947, et entrera en vigueur le 1er novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
20312-o de l'Industrie Laitière.

Pursuant to the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126), the Dairy Industry Commission enacts the following:

1. In the present order, the words "milk dealer" mean any person, partnership, association, company or corporation purchasing or receiving milk or cream from farmers or other producers to resell them in their natural state or to convert them for commercial purposes into cream, condensed milk, evaporated milk, milk powder in the regions subject to the orders of the Commission.

2. Every milk dealer must pay directly to its producers-suppliers:

a) on or before the 15th of each month, the price of milk delivered from the 16th to the last day of the preceding month inclusively;

b) on or before the last day of the month, the price of milk delivered from the 1st to the 15th of the current month inclusively.

The present order cancels Order No. 47-Sp-I, published in the *Quebec Official Gazette* of March 8th, 1947 and shall come into force on November 1st, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-B. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
20312-o Commission.

Département de l'Instruction publique

N° 564-47

Québec, le 17 septembre 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton de Stanstead et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Stanstead, pour les contribuables protestants seulement, les lots du cadastre dudit canton: 764 à 1086-A inclusivement des rangs 10 à 14 inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20250-39-2-o J.-P. LABARRE.

N° 535-41.

Québec, le 27 septembre, 1947.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Louis de Joannès, dans le comté de Témiscamingue, le territoire ci-dessous décrit, qui n'est pas encore organisé, savoir: les lots 1 à 62 inclusivement des rangs 5 et 6 du canton de Joannès.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
20282-40-2-o J.-P. LABARRE.

N° 526-39.

Québec, le 29 septembre, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 septembre, 1947, de rectifier les limites de la municipalité scolaire de Ste-Thérèse du Colombier, en annexant au territoire de ladite munici-

Department of Education

No. 564-47

Quebec, September 17, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of the Township of Stanstead, and to annex to the school municipality of the village of Stanstead, for Protestant tax-payers only, the cadastral lots of said township 764 to 1086-A inclusively of ranges 10 to 14 inclusively.

J. P. LABARRE,
20250-39-2 Superintendent of Education.

No. 535-41

Quebec, September 27, 1947.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of Saint-Louis de Joannès, in the county of Témiscamingue, the territory hereinbelow described, which has not yet been organized, to wit: lots 1 to 62 inclusively of ranges 5 and 6 of the township Joannès.

J. P. LABARRE,
20282-40-2 Superintendent of Education.

No. 526-39.

Quebec, September 29, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated September 23, 1947, to rectify the limits of the school municipality of Ste-Thérèse du Colombier, by annexing to the territory of the said

palité scolaire, la partie ouest du canton Betsiamites située à l'ouest de la rivière du même nom, laquelle n'est pas encore organisée au point de vue scolaire.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
J.-P. LABARRE.

N° 1146-41.

Québec, le 29 septembre, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 septembre 1947, d'annexer la municipalité scolaire de Pointe-aux-Anglais, dans le comté de Saguenay, à celle de Saint-Patrice-de-la-Rivière Pentecôte, pour fournir une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de "La Rivière Pentecôte", qui comprendra les cantons Cannon et Fitzpatrick.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
20288-o J.-P. LABARRE.

N° 581-47.

Québec le 30 septembre, 1947

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 septembre, 1947, de changer le nom de la municipalité scolaire de Massé & Ouimet dans le comté de Rimouski, en celui de "Les Hauteurs".

Cet arrêté ministériel prendra effet 8 jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 589-47.

Québec, le 30 septembre, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 septembre, 1947, de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Félix de Grantham, dans le comté de Drummond, en celui de "Drummondville-Ouest".

Cet arrêté ministériel prendra effet 8 jours après la publication de l'avis relatif à ce changement dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 775-47.

Québec, le 30 septembre, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 septembre, 1947, de changer le nom de la municipalité scolaire de Roseville, dans le comté de Gaspé-Sud, en celui de "Village de St-Majorique".

Cet arrêté ministériel prendra effet 8 jours après la publication de l'avis relatif à ce changement dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20290-o J.-P. LABARRE.

school municipality, the west part of the township Betsiamites situate west of the river of the same name, which territory has not as yet been organized as regards schools.

This order in council to take effect on the first of July, 1948.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 1146-41.

Quebec, September 29, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated September 23, 1947, to annex the school municipality of Pointe-aux-Anglais, in the county of Saguenay, to that of Saint-Patrice-de-la-Rivière Pentecôte, to provide a new separate school municipality under the name of "La Rivière Pentecôte", which will include the townships Cannon and Fitzpatrick.

J. P. LABARRE,
20288 Superintendent of Education.

No. 581-47.

Quebec, September 30, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated September 23, 1947, to change the name of the school municipality of Massé & Ouimet, in the county of Rimouski, into that of "Les Hauteurs".

This order in council to take effect 8 days after publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 589-47.

Quebec, September 30, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated September 23, 1947, to change the name of the school municipality of St-Félix de Grantham, in the county of Drummond, into that of "Drummondville-West".

This order in council to take effect 8 days after publication of the notice respecting the said change of name in the *Quebec Official Gazette*.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 775-47.

Quebec, September 20, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by order in council dated September 23, 1947, to change the name of the school municipality of Roseville, in the county of Gaspé-South, into that of "Village of St-Majorique".

The said order in council to take effect 8 days after publication of the notice respecting this change, in the *Quebec Official Gazette*.

J. P. LABARRE,
20290 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport. Division d'enregistrement de Québec.

Official Cadastre of the Parish of Beauport. Registration Division of Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 362, 364, 372, 377, 381, 382 et 383 est annulée et remplacée par le lot 1515, conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

20284-o

Notice is hereby given that part of lots 362, 364, 372, 377, 381, 382 et 383 is cancelled and replaced by lot 1515 in virtue of Articles 2174 and 2174A of civil Code.

Quebec, September the 11th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

20284-o

Département du Travail

ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 102, du 11 janvier 1945, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 janvier 1945, est corrigé de la façon suivante:

Dans la version anglaise, à l'article VIII, les mots "St. Jean Baptiste Day, Labour Day" sont ajoutés après les mots "Ascension Day".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 octobre 1947.

20304-o

Department of Labour

ERRATUM

Order in Council number 102 of January 11, 1945, published in the *Quebec Official Gazette* of January 20, 1945, is corrected as follows:

In the English version, section VIII, the words "St. Jean Baptiste Day, Labour Day" are added after the words "Ascension Day".

GÉRARD TREMBLAY
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 4, 1947.

20304-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S. R. Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du District lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 148, du 22 janvier 1947, relatif aux employés de garages dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

On demande que l'article XII-A suivant soit ajouté:

"XII-A. Nonobstant toute disposition contraire contenue dans les articles IX, X, XI et XII du présent décret pour les débits d'essence et stations de service exploités seuls ou avec un garage, d'une capacité d'entreposage intérieur de moins de 3,000 pieds carrés, les dispositions suivantes s'appliquent:

1° Les heures de travail hebdomadaire ne devront jamais dépasser soixante-douze (72) réparties en périodes journalières de douze (12) heures, entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. du lundi au samedi inclusivement;

2° Il est interdit aux hommes de service et aux artisans de ces débits d'essence, stations de service et garages d'une capacité d'entreposage intérieur de moins de 3,000 pieds carrés de vendre, distribuer ou autrement manipuler l'essence et les lubrifiants le dimanche, le Jour de Noël et le Premier de l'An en dehors des heures mentionnées à l'alinéa précédent."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 octobre 1947.

20305-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District has submitted to him a petition to amend the decree number 148 of January 22, 1947, relating to the Garage Employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten (10) miles from their limits.

It is requested that the following section XII-A be added:

"XII-A. Notwithstanding any provisions contained in sections IX, X, XI and XII of the present decree, gas and service stations operated alone or jointly with a garage, with an inside storing capacity of 3,000 square feet, shall comply with the following provisions:

1. The total number of working hours per week shall never exceed seventy-two (72), divided into daily periods of twelve (12) hours, between (7.00 a.m. and 7.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive;

2. No service man or artisan in such gas stations, service stations and garages with an inside storing capacity of less than 3,000 square feet shall sell, deliver or otherwise handle gas and lubricants on Sunday, Christmas Day and New Year's Day outside the hours mentioned in the foregoing paragraph."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 4, 1947.

20305-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1743, du 11 juillet 1941, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac Saint-Jean, Roberval, Saguenay, Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda.

On demande:

Que la classification suivante soit ajoutée dans la cédule des salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article V dudit décret:

Zone I Zone II Zone III

"Ouvrier en construction et entretien de moulin \$0.85 0.80 \$0.70"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 octobre 1947. 20299-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Construction Industry for the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay has submitted to him a petition to amend the decree number 1743 of July 11, 1941, as amended, relating to the building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval Saguenay, Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda.

It is requested:

That the following classification be added in the scale of wages contained in section V, subsection "a", of the said decree:

Zone I Zone II Zone III

"Millwright \$0.85 \$0.80 \$0.70"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labor will receive the objections to the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Attorney General.

Department of Labour,
Quebec, October 4, 1947. 20299-0

Lettres patentes

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la Foi. A tous ceux que les présentes lettres concerneront, ou qui les verront,

SALUT:

LETTRES PATENTES

ATTENDU que le conseil de la ville de St-Félicien, comté de Lac St-Jean ouest, par sa requête du 7 août 1947 basée sur la résolution adoptée le 2 juin 1947 demande d'émettre des lettres patentes à l'effet de changer la date des élections municipales dans la ville, la présentation des candidats étant fixée au premier lundi du mois de juillet et si ce jour est férié, au premier jour juridique suivant, et la votation, lorsque nécessaire, étant fixée au deuxième lundi du mois de juillet, et si ce jour est férié, au premier jour juridique suivant;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 18 septembre 1947, et conformément à l'article 173 du chapitre 233 des Statuts Refondus de Québec 1941, Nous avons changé et, par les présentes lettres patentes, changeons la date des élections municipales dans la ville de St-Félicien, la présentation des candidats étant fixée au premier lundi du mois de juillet et si ce jour est férié, au premier jour juridique suivant, et la votation, lorsque nécessaire, étant fixée au

Letters patent

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the seas, KING, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS the Council of the Town of St-Félicien, county of Lake St. John West, by its petition of August 7th, 1947, based upon the resolution adopted on June 2nd, 1947, requests the issue of letters patent to the effect of changing the date of the municipal elections in the town, the nomination of candidates being fixed to the first Monday of the month of July and if such day be a holiday, to the first juridical day following, and the voting, when necessary, being fixed to the second Monday of the month of July and if such day be a holiday, to the first juridical day following;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated September 18, 1947, and in conformity with section 173 of chapter 233 of the Revised Statutes of Québec 1941, We have changed, and by the present letters patent do change the date of the municipal elections in the Town of St-Félicien, the nomination of candidates being fixed to the first Monday of the month of July, and if such day be a holiday, to the first juridical day following, and the votation, when necessary to

deuxième lundi du mois de juillet, et si ce jour est férié, au premier jour juridique suivant.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général, l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-cinquième jour de septembre l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept et de Notre Règne le onzième.

Par ordre,

20293-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

the second Monday of the month of July and if such day be a holiday, to the first juridical day following.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the, Honourable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of September, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

20293 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, N° 4974. JACK RAMSAY, cultivateur de la ville d'Arthabaska, demandeur, vs OSCAR FILTEAU, de la ville d'Arthabaska, défendeur, & TAURIO BOISJOLI, journalier de la ville de Victoriaville, opposant.

Les créanciers du dit Oscar Filteau sont invités à déposer leurs réclamations, avec titres à l'appui, dans la quinzaine de la première insertion des présentes, au greffe de la Cour supérieure à Arthabaska, entre les mains du protonotaire, le tout conformément aux articles 673 et 674 C.P.

Par l'ordre de l'honorable juge Lucien Cannon. Arthabaska, ce 29 septembre 1947.

20200-40-2-o Le Protonotaire,
ROLAND PROVENCHER.

Rule of Court

Canada, province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 4974. JACK RAMSAY, farmer of the town of Arthabaska, plaintiff, vs OSCAR FILTEAU, of the town of Arthabaska, defendant, & TAURIO BOISJOLI, laborer of the town of Victoriaville, opposant.

The creditors of the said Oscar Filteau are invited to deposit their claims, with titles in support thereof, within fifteen days of the first insertion of these presents, in the office of the Superior Court at Arthabaska, with the Prothonotary, the whole as prescribed by articles 673 and 674 C.P.

By order of Honorable Justice Lucien Cannon. Arthabaska, P. Q., September 29, 1947.

20200-40-2-o ROLAND PROVENCHER,
Prothonotary,

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi
A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles les pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général suppléant { ATTENDU qu'en vertu du chapitre 19, P. FRENETTE { 11 George VI, les jours fériés dans la province ont été établis et que le pouvoir a été donné au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation tout jour d'actions de grâces;

ATTENDU qu'au cours de la présente année la population de la province de Québec a bénéficié de nombreux bienfaits et s'est enrichie de féconds et durables progrès;

ATTENDU que notre province est fermement et irrévocablement attachée à ses traditions religieuses;

ATTENDU qu'il convient de remercier le Bon Dieu d'une manière publique et solennelle;

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

Proclamation

PROCLAMATION

P. FRENETTE { WHEREAS in virtue of Assistant Deputy { chapter 19, 11 George Attorney General { VI, holidays were established in the Province, and that the power was conferred on the Lieutenant-Governor in Council to fix, by proclamation, any day of thanksgiving;

WHEREAS during the course of the present year the population of the Province of Quebec has been blest with many favours and has been enriched by abundant and lasting progress;

WHEREAS Our Province is firmly and irrevocably attached to its religious traditions;

WHEREAS it is proper to thank Almighty God in a public and solemn manner;

ATTENDU qu'il est à propos de déclarer jour férié et jour d'actions de grâces le 13 octobre 1947.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil N° 1482, du 18 septembre 1947, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes déclarons et ordonnons que le 13 octobre 1947 soit, pour la province de Québec, jour férié et jour d'actions de grâces.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D. Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne le onzième.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20287-o

WHEREAS it is expedient to declare the 13th of October, 1947, a holiday and day of thanksgiving.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in the order in council No 1482, of September 18, 1947, We have enacted and ordered and, do hereby enact and order, that the 13th of October, 1947, be, for the Province of Quebec, a holiday and day of thanksgiving.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-third day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20287

Sièges sociaux

Canada, Province de Québec, District de Montréal

BURNETT INVESTMENTS INC.

Avis est, par les présentes, donné que "Burnett Investments Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22 juillet 1947, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 24e jour de septembre 1947.

BURNETT INVESTMENTS INC.
La Secrétaire,
MURIEL BURNETT.

20280

Avis est, par les présentes, donné que "Gaspé Copper Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 septembre 1947, a établi son siège social en la ville de Noranda, en la province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, ce 23e jour de septembre 1947.

Le Président,
W. D. JORDAN.

20281

Head Offices

Canada, Province of Quebec, District of Montreal

BURNETT INVESTMENTS INC.

Notice is hereby given that "Burnett Investments Inc." incorporated under the Quebec Companies Act by letters patent issued on the 22nd day of July, 1947, and having its head office in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 24th day of September, 1947.

BURNETT INVESTMENTS INC.
MURIEL BURNETT,
Secretary.

20280-o

Notice is hereby given that "Gaspé Copper Mines, Limited" (No Personal Liability) incorporated by letters patent on the 2nd day of September, 1947, has established its head office at the Town of Noranda, in the province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Toronto, this 23rd day of September, 1947.

W. D. JORDAN,
President.

20281-o

Soumissions

VILLE DE HAMPSTEAD

L'avis paru dans la Gazette officielle de Québec du 27 septembre 1947, page 2400, aurait dû men-

Tenders

TOWN OF HAMPSTEAD

The notice appearing in the Quebec Official Gazette of the 27th of september, 1947, page 2400,

tionner des taux d'intérêt, au choix, de 2½% ou 3%, en ce qui concerne les émissions des règlements Nos 127 et 128, datées du 1er novembre 1947, au lieu des taux de 2½% ou 3% qui y apparaissent.

20278A-X-o

CITÉ DE LACHINE

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures du soir, lundi le 20 octobre 1947, pour l'achat d'obligations de la Cité de Lachine au montant de \$79,500.00 émises sous l'autorité du règlement N° 931.

Lesdites obligations seront datées du premier novembre 1947 et remboursables en séries, suivant le tableau ci-après:

<i>1er novembre</i>	<i>Montant</i>
1948	\$3,000.00
1949	3,000.00
1950	3,500.00
1951	3,500.00
1952	3,500.00
1953	3,500.00
1954	3,500.00
1955	3,500.00
1956	3,500.00
1957	4,000.00
1958	4,000.00
1959	4,000.00
1960	4,000.00
1961	4,500.00
1962	4,500.00
1963	4,500.00
1964	4,500.00
1965	5,000.00
1966	5,000.00
1967	5,000.00

Les soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix à 2½% ou 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. Ces intérêts seront payables les premier mai et novembre de chaque année ainsi que le capital à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, lequel dépôt ne portera pas l'intérêt.

Les soumissions devront indiquer si le prix comporte ou non l'intérêt accru.

Ces soumissions seront prises en considération à la séance spéciale du conseil qui sera tenue lundi le 20 octobre 1947, à huit heures p.m., à l'hôtel de ville de la cité.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Lachine, ce premier jour d'octobre mil neuf cent quarante-sept.

20307-o Le Greffier,
ÉMILE DAOUST.

CORPORATION DE LA VILLE
DE STE-THÉRÈSE

Soumissions pour obligations

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le

should have mentioned the rate of interest, at option, of 2½% or 3%, as regards the issues under by-laws Nos. 127 and 128, dated November 1st, 1947, instead of the rate of 2½% or 3% as published.

20278A-X

CITY OF LACHINE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until eight o'clock in the evening on Monday, October 20th, 1947, for the purchase of City of Lachine bonds amounting to \$79,500.00 issued under authority of By-law No. 931.

The said bonds will be dated November 1st, 1947 and redeemable serially, as set forth in the following table:

<i>November 1st</i>	<i>Amount</i>
1948	\$3,000.00
1949	3,000.00
1950	3,500.00
1951	3,500.00
1952	3,500.00
1953	3,500.00
1954	3,500.00
1955	3,500.00
1956	3,500.00
1957	4,000.00
1958	4,000.00
1959	4,000.00
1960	4,000.00
1961	4,500.00
1962	4,500.00
1963	4,500.00
1964	4,500.00
1965	5,000.00
1966	5,000.00
1967	5,000.00

Tenders may be made for bonds bearing interest optionally at 2½% or 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. These interests will be payable on the first day of May and November of each year, with the capital, at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal.

Said bonds may be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date, under the authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan, which deposit shall not bear interest.

The tenders must specify whether the price includes or does not include accrued interest.

The tenders will be taken into consideration at the special meeting of the council which will be held on Monday, October 20th, 1947, at eight o'clock p.m., at the City Hall.

The council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Lachine, this first day of October, nineteen forty-seven.

20307-o ÉMILE DAOUST,
City Clerk.

CORPORATION OF THE TOWN
OF STE-THÉRÈSE

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds", will be received at the office of the undersigned in the

soussigné jusqu'à quatre heures du soir, lundi le vingt octobre mil neuf cent quarante-sept, pour l'achat de \$55,000.00 d'obligations de la ville de Ste-Thérèse, émises en vertu des règlements Nos 32 et 33 Nouvelle Série.

Les obligations seront datées du 1er septembre 1947 et elles écherront en séries du 1er septembre 1948 au 1er septembre 1977 inclusivement pour le règlement No. 32 N.S. au montant de \$30,000; elles seront datées du 1er octobre 1947 et écherront en séries du 1er octobre 1948 au 1er octobre 1957 inclusivement pour le règlement No. 33 N.S. au montant de \$25,000.

Ces soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix à $2\frac{1}{2}\%$ ou $2\frac{3}{4}\%$ en ce qui concerne le règlement No. 33 N.S. remboursable en 10 ans; ces mêmes soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix à $2\frac{1}{2}\%$, $2\frac{3}{4}\%$ ou 3% en ce qui concerne l'emprunt de \$30,000.00 en vertu du règlement No. 32 N.S. remboursable en 30 ans.

Le capital et les intérêts sont payables au choix du porteur à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou à Ste-Thérèse. Ces obligations seront émises en coupons de \$500.00 et de \$1,000.00.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des S.R. de Q. 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la ville de Ste-Thérèse, égal à 1% du montant de la présente émission et chaque soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière, lundi, le vingt octobre mil neuf cent quarante-sept, à huit heures du soir, en l'hôtel de ville de ladite ville de Ste-Thérèse.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions produites.

Ste-Thérèse, ce trentième jour de septembre mil neuf cent quarante-sept.

20289-o Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. LAJEUNESSE.

town hall of the Town of Ste Thérèse, up to four o'clock in the afternoon, Monday, the 20th of October 1947, for the purchase of \$55,000.00 of bonds of the Town of Ste Thérèse, issued under by-law Nos 32 et 33 New Serial.

Said bonds dated the first of September, 1947-will mature serially from the first of September 1948 to the first of September 1977, inclusively, according to By-law No. 32 N.S., for \$30,000; the bonds dated the first of October, 1947, will mature serially from the 1st of October 1948 to the 1st of October 1957 inclusively, according to By-law No. 33 N.S. for \$25,000.

Said tenders may be made for bonds bearing interest at option of $2\frac{1}{2}\%$ of $2\frac{3}{4}\%$ concerning By-law No. 33 N.S. redeemable in 10 years, same tenders may be made for bonds bearing interest at option of $2\frac{1}{2}\%$, $2\frac{3}{4}\%$ or 3% concerning By-law No. 32 N.S. redeemable in 30 years.

Capital and interest will be payable at the option of the bearer at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Ste Thérèse. Said bonds will be issued in denomination of \$500.00 and \$1,000.00.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Q.R.S., 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, or any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque made to the order of the Town of Ste Thérèse, equal to 1% of the amount of the present issue and each tender must specify whether the price offered includes or does not include interest on the bonds to time of delivery.

Tender will be opened and considered at a regular meeting on Monday, October 20th 1947, at eight o'clock in the evening, at the town Hall of the said Town of Ste. Thérèse.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Ste. Therese, this thirtieth day of September, 1947.

J.-A. LAJEUNESSE,
Secretary-treasurer.

Province de Québec — Comté de Richmond

VILLE D'ASBESTOS

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le vingtième jour d'octobre 1947, pour l'achat d'une émission de \$167,000.00 d'obligations de la Ville d'Asbestos datées du 1er novembre 1947 et remboursables par séries du 1er novembre 1948 au 1er novembre 1962, avec intérêt à un taux de 3% par année, payable le 1er novembre et le 1er mai et le capital le 1er novembre de chaque année, payable à la Banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Asbestos P.Q., au choix du porteur.

Ces obligations seront émises en coupures de \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enrégistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Province of Quebec — County of Richmond

TOWN OF ASBESTOS,

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock p.m. monday, the twentieth day of October 1947, for the purchase of an issue of \$167,000.00 of bonds of the Town of Asbestos, dated from the 1st of November 1947 and redeemable serially from November 1st 1948 to November 1st 1962 with interest at a rate of 3% per annum, payable on November 1st and May 1st and the capital on November 1st of each year, payable at the Bank mentioned in the loan procedure, at Asbestos, Que.

The said bonds will be issued in denominations of \$500.00 and \$1,000.00 and may be registered as to capital. Said bonds shall be delivered in the shortest possible delay.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette officielle de Québec* (S.R.Q., 1941, ch. 212).

Chaque soumission devra spécifier si les intérêts accrus au moment de la livraison sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de cette émission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue le 20 octobre 1947 à 8 heures p.m. à l'Hotel de Ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Asbestos, P. Q. le 30 septembre 1947.
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
20306-o J. H. L. OLIVIER.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than 30 or more than 60 days, published in the *Quebec Official Gazette* (Q.R.S., 1941, ch. 212).

Each tender must specify whether accrued interest on the bonds at the time of delivery is included or not in the price of the tender.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the said issue.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the council to be held on the 20th day of October 1947, at eight o'clock p.m. at the Town Hall.

The council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

(Seal) J. H. L. OLIVIER,
20306-o Secretary-Treasurer.

Ventes par licitation

District de Beauharnois, Cour Supérieure, N° 8940

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le dix-septième jour de septembre 1947, dans une cause dans laquelle Dame Bertha Boyer, des cité et district de Montréal, veuve de Raoul Lefebvre, en son vivant, cultivateur, de la paroisse Très Saint Sacrement, district de Beauharnois, est demanderesse et Adrien F. Lefebvre, Louis Lefebvre, Romuald Lefebvre, Eucher Lefebvre, Réal Lefebvre, Bruno Lefebvre, tous six, des cité et district de Montréal, Eugène Lefebvre, du village de Howick, district de Beauharnois, Edmour Lefebvre, Roland Lefebvre, tous deux, de la paroisse Très Saint Sacrement, dit district, Lucille Lefebvre, de la dite paroisse St-Sacrement, dit district, épouse commune en biens de Donald Blanchette, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse, Jeannine Lefebvre, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Georges Dagenais, artisan, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse; Rodolphe Hébert, de la paroisse Très Saint Sacrement susdite, en sa qualité de tuteur à Laurent et Fernand Jacques Lefebvre, tous deux, enfants mineurs de Gérard Lefebvre, en son vivant, artisan, de la paroisse Ste-Martine, dit district et Thérèse Vallée, des cité et district de Montréal épouse commune en biens de Hervé Leveillé, journalier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir: "Une terre connue et désignée sous le lot numéro deux (2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Malachie d'Ormstown, avec les bâtisses dessus érigées.", l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1947, court tenant, dans la salle d'audience du Palais de Justice, dans la cité de Salaberry de Valleyfield, à DIX heures et TRENTE minutes de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente et adjudication et toute opposition

Sales by Licitaton

District of Beauharnois, Superior Court, No. 8940

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the seventeenth day of September, 1947, in a case wherein Dame Bertha Boyer, of the city and district of Montreal, widow of Raoul Lefebvre, in his lifetime, farmer of the parish of Très Saint Sacrement, district of Beauharnois, is plaintiff, and Adrien F. Lefebvre, Louis Lefebvre, Romuald Lefebvre, Eucher Lefebvre, Réal Lefebvre, Bruno Lefebvre, all six, of the city and district of Montreal, Eugène Lefebvre, of the village of Howick, district of Beauharnois, Edmour Lefebvre, Roland Lefebvre, both of the parish of Très Saint Sacrement, said district, Lucille Lefebvre, of the said parish of St. Sacrement, said district, wife common as to property of Donald Blanchette, farmer of the same place, and the latter to authorize his wife: Jeannine Lefebvre, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Georges Dagenais, artisan, of the same place, and the latter to authorize his wife; Rodolphe Hébert, of the parish of Très Saint Sacrement aforesaid, as tutor to Laurent and Fernand Jacques Lefebvre, both minor children of Gérard Lefebvre, in his lifetime, artisan, of the parish of Ste-Martine, said district; and Thérèse Vallée, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hervé Leveillé, laborer, of the same place, and the latter to authorize his wife, are defendants, ordering the licitation of the following immoveable, to wit: "A farm known and designated as lot number two (2) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Malachie d'Ormstown, with the buildings thereon erected", the above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the FOURTH day of NOVEMBER, 1947, sitting the Court in the Court Room of the Court House, in the City of Salaberry de Valleyfield at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudi-

afin de conserver devra être déposée dans les six jours de l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de la faire.

Salaberry de Valleyfield, le 19 septembre 1947.
Les Procureurs de la demanderesse,
20251-39-2-o COSSETTE & COSSETTE.

Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 5608. Rosaire Coutu, demandeur; vs Adéard Héty, défendeur.

AVIS DE LICITATION (art. 1047)

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à St-Hyacinthe, le 22 septembre 1947, dans une cause dans laquelle Rosaire Coutu, restaurateur, d'Acton-Vale, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:-

"Un immeuble étant connu comme un certain emplacement situé en la ville d'Acton Vale, sur la rue North ou Champlain, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent cinquante-huit (358) aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Acton-Vale, aujourd'hui ville du même nom, avec les bâtisses nues y érigées et avec le droit de passage mitoyen du côté ouest."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le LUNDI, DIX (10) NOVEMBRE 1947, à DIX (10) heures a.m., au Bureau du Protonotaire, au Palais de Justice, à St-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

St-Hyacinthe, ce 29 septembre 1947.
Le Procureur du demandeur Rosaire Coutu,
20286-40-2-o MARCEL MARIER.

Province de Québec, district de Beauce, dans la Cour Supérieure, N° 19,736. ROSAIRE MORIN, demandeur vs DOMINIQUE MORIN, & Als. défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à St-Joseph dans le district de Beauce le 10 septembre 1947 dans une cause dans lesquelles Rosaire Morin, barbier de St-Georges est demandeur, et Dominique Morin, Négociant; Paul-Émile Morin, artisan, Marcel Morin, artisan; Marie-Paule Morin, domestique; Dame Émérentienne Poulin, Vve de Norbert Morin, Rentière, Dame Yvette Morin, épouse commune en biens de Arthur Gilbert, chauffeur d'autobus et le dit Arthur Gilbert, mis-en-cause, Dame Émérentienne Poulin, Veuve de Norbert Morin en sa qualité de tutrice nommée en justice à Demoiselle Carmen Morin, tous de St-Georges de Beauce, Adrienne Morin, infirmière à l'Hôpital Laval à Québec et Dame Rosée Morin, épouse commune en

cation, and any opposition for payment must be filed in the six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Salaberry de Valleyfield, September 19, 1947.
COSSETTE & COSSETTE,
20251-39-2-o Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 5608. Rosaire Coutu, plaintiff; vs Adéard Héty, defendant.

NOTICE OF LICITATION (art. 1047)

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe, the 22nd of September, 1947, in a case wherein Rosaire Coutu, restaurant keeper, of Acton-Vale, is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables described as follows:

"An immovable being known as a certain emplacement situate in the Town of Acton Vale, on North Street or Champlain Street, known and designated as lot number three hundred and fifty eight (358) on the official plan and in the book of reference for the Village of Acton Vale, now the Town of the same name, with the bare buildings thereon erected and with mitoyen right of way on the west side."

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on MONDAY, the TENTH (10) day of NOVEMBER, 1947, at TEN (10) o'clock in the forenoon, in the office of the Prothonotary, in the Court House, at St-Hyacinthe, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six (6) days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

St-Hyacinthe, September 29, 1947.
MARCEL MARIER,
20286-40-2 Attorney for plaintiff Rosaire Coutu.

Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 19,736. ROSAIRE MORIN, plaintiff; vs DOMINIQUE MORIN & Als., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at St-Joseph, in the district of Beauce, on September 10, 1947, in a case wherein the said Rosaire Morin, barber, of St-Georges, in plaintiff; and Dominique Morin, merchant; Paul-Émile Morin, artisan, Marcel Morin, artisan; Marie-Paule Morin, domestic; Dame Émérentienne Poulin, Widow of Norbert Morin, annuitant, Dame Yvette Morin, wife common as to property of Arthur Gilbert, bus driver, and the said Arthur Gilbert, mis-en-cause; Dame Émérentienne Poulin, widow of Norbert Morin as legally appointed tutrix to Demoiselle Carmen Morin, all of St-Georges de Beauce, Adrienne Morin, nurse at the Laval Hospital, Quebec, and Dame Rosée Morin, wife common as to property of Sieur Paul-Émile

biens de Sieur Paul-Émile Gariépy, commis, 196 rue Villebon, Québec et le dit Paul-Émile Gariépy, mis-en-cause pour autoriser son épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit savoir: "Un emplacement ayant soixante pieds de largeur par cent-vingt de profondeur, mesure anglaise, borné en front à la deuxième rue, au nord-est à Dominique Morin, en arrière aux emplacements frontant la troisième rue et au sud-ouest à Albert Poulin, étant partie des lots cinq-cent cinquante-huit et cinq cent cinquante-neuf (558 et 559) du cadastre de la Paroisse de St-Georges de Beauce avec bâtisses et avec droit de prendre de l'eau dans le puits sur l'emplacement voisin appartenant à Dominique Morin". L'Immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, au Bureau du Protonotaire, au Palais de Justice de St-Joseph de Beauce, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe de protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Georges de Beauce le 1er octobre 1947.

Le Procureur du demandeur,
20308-40-2-o PAUL-E. BAILLARGEON.

Gariépy, clerk, 196 Villebon Street, Quebec, and the said Paul-Émile Gariépy, mis-en-cause to authorize his wife, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit: "An emplacement measuring sixty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure, bounded in front by Second Street, on the northeast by Dominique Morin, in rear by the emplacements fronting on Third Street and on the southwest by Albert Poulin, being a part of lots five hundred and fifty-eight and five hundred and fifty-nine (558 and 559) of the cadastre for the parish of St-Georges de Beauce — with buildings and with right to take water from the wells on the neighbouring emplacement belonging to Dominique Morin". The immovable above described will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FIFTH day of NOVEMBER next, at the Prothonotary's office in the Court House of St-Joseph de Beauce. Subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition to payment must be filed within the six days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

St-Georges de Beauce, October 1st, 1947.

PAUL-E. BAILLARGEON,
20308-40-2 Attorney for plaintiff.

Vente pour taxes

Province de Québec — Comté de Châteauguay

VILLE DE CHATEAUGUAY

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Châteauguay, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil, à l'hôtel de ville de la susdite municipalité, MARDI, le VINGT-HUIT OCTOBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec — County of Châteauguay

TOWN OF CHATEAUGUAY

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Châteauguay, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town Hall of the, aforesaid Municipality, TUESDAY, on the TWENTY-EIGHT day of OCTOBER 1947, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire — Name of proprietors	Cadastre	Subdivisions	Total des taxes municipales et scolaires dues — Total municipal and school taxes due
Bourdeau, Lucien	44	395 à-to 397	\$ 3.63
Demers, Paul	1	12 à-to 15	93.33
Avec les bâtisses dessus construites. With buildings thereon erected.			
Guilbeault, Léopold	1	513-13	5.37
Succ.-Est. Parkinson, Mme-Mrs. J. H.	17	51a 52a	35.05
Légaré, Mme-Mrs. J. B. D.	3	128a	3.90
Savage, C. A. B.	17	164-165	4.59
The Sun Realty Company	278	55-57	63.28

Ainsi que les parties ci-après décrites. Le tout.

1° The Sun Realty Co.

Un terrain faisant partie du lot 278 subdivision P54, borné en front par le lot 278-55, au sud-est par le lot 278-52, au nord par le lot 278-56 en arrière par le résidu du lot 278-54 mesurant 47 pieds de front par 35 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

2° The Sun Realty Co.

Un terrain faisant partie du lot 278 subdivision P56, borné en front par le lot 278-57 au sud-est par le lot 278-54 au nord par le lot 278-58, en arrière par le résidu du lot 278-56, mesurant 36 pieds et 7 pouces de longueur par 47 pieds de largeur mesure anglaise et plus ou moins.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse Saint-Joachim de Châteauguay et situés dans la ville de Châteauguay.

Donné sous mon seing, en la ville de Châteauguay, ce 27 septembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,

RENÉ LUSSIER.

20283-40-2-o

Also the part of land hereinafter described. The whole

1. The Sun Realty Co.

A lot of land forming part of lot 278 subdivision P54, bounded on the front by lot 278-55, on the south east by lot 278-52 on the north by lot 278-56 and at the back by the residue of lot 278-54 measuring 47 feet frontage by 35 feet deep English measure and more or less.

2. The Sun Realty Co.

A lot of land forming part of lot 278 subdivision P56, bounded on the front by lot 278-57, on the south east by lot 278-54, on the north by lot 278-58, at the back by the residue of lot 278-56, measuring 36 feet 7 inches long by 47 feet wide, English measure and more or less.

The above immovables are all upon the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Joachim of Châteauguay, and situated in the town of Châteauguay.

Given under my hand, in the town of Châteauguay, this 27th day of September 1947.

RENÉ LUSSIER,

Secretary-Treasurer.

20283-40-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — district d'Arthabaska, Arthabaska à savoir: { M^ÉDÉRIC DESHA-
N° 5012 { RANIS, cultivateur
de St-Paul de Chester, demandeur, vs EDDY
FORTIER, de St-Paul de Chester, P. Q. défendeur.

Comme appartenant au défendeur;

1 — Un morceau de terre faisant partie du lot numéro six du huitième rang du canton de Chester, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Paul de Chester comme faisant partie du numéro deux cent onze (p-211) contenant quatre arpents de largeur, plus ou moins, sur quatre arpents et deux tiers de profondeur, encore plus ou moins, borné en front au chemin de front du septième rang, d'un côté à Roland Morrisette, de l'autre côté à Aimé Hamel, et de l'autre bout aussi à Aimé Hamel, avec bâtisses dessus construites.

2 — Un terrain faisant partie du lot numéro cinq et étant tout le lot numéro six du septième rang du canton de Chester, contenant douze arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur des lots, ou environ quarante deux arpents de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Paul de Chester comme étant la partie nord-ouest du numéro cent cinquante deux (p.-n.-o.-152) et les numéros cent cinquante trois (153) et cent cinquante quatre (154) prenant d'un côté à Edmond Hamel et de l'autre côté au nord-ouest à Alexandre Wattier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, le QUATORZIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1947, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU

Arthabaska, 8 sept. 1947. 20159-37-2-o

[Première insertion, 13 septembre 1947]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Arthabaska, Arthabaska, to wit: { M^ÉDÉRIC DESHA-
No. 5012 { RANIS, farmer, of
St-Paul de Chester, plaintiff; vs EDDY FOR-
TIER, of St-Paul de Chester, P.Q., defendant.

As belonging to the defendant:

1. A parcel of land forming part of lot number six of the eighth range of the township of Chester, known and designated on the official cadastre for the parish of St-Paul de Chester as forming part of number two hundred and eleven (Pt. 211), measuring four arpents in width, more or less, by four arpents and two thirds in depth, also more or less, bounded in front by the front road of the seventh range, on one side by Roland Morrisette, on the other side by Aimé Hamel, and at the other end also by Aimé Hamel — with buildings thereon erected.

2. A lot of land forming part of lot number five and being the whole of lot number six of the seventh range of the township of Chester, measuring twelve arpents in front, more or less, by the depth of the lots, or about forty two arpents in depth, known and designated on the official cadastre for the parish of St-Paul de Chester as being the northwest part of number one hundred and fifty-two (N.W.Pt. 152) and numbers one hundred and fifty-three (153) and one hundred and fifty-four (154), bounded on one side by Edmond Hamel and on the other side to the north west by Alexandre Wattier.

To be sold at the church door of the parish of St-Paul de Chester, county of Arthabaska, on the FOURTEENTH day of the month of OCTOBER, 1947, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Arthabaska, September 8, 1947. 20159-37-2

[First insertion, September 13th 1947]

RIMOUSKI

Cour de Magistrat.

Canada, Province de Québec — District de Rimouski

Rimouski. { **L. N. THERRIEN**, marchand de No. 1924. } **St-Joachim de Tourelle, Co. Gaspé, district de Gaspé. Demandeur, vs ERNEST LABRIE de Sacré-Cœur de Tourelle, Co. de Gaspé, district de Gaspé.**

$\frac{1}{2}$ — S. E. Lot 35 rang 4 du cadastre officiel de Tourelle contenant $55\frac{1}{2}$ acres avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sacré-Cœur de Tourelle le 14 OCTOBRE 1947 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

20160-37-2-o **CHARLES GARON.**
[Première insertion, 13 septembre 1947]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 8698 { **EDMOND L'ITALIEN & ALPHONSE POITRAS**, tous deux commerçants, de Ste-Anne des Monts, faisant affaires comme marchands de bois, à Ste-Anne des Monts, sous la raison sociale de L'Italien et Poitras, demandeurs & **ALPHONSE POITRAS**, commerçant de Ste-Anne des Monts, cessionnaire-saisissant, vs **EDDY GIRARD**, de St-Bernard des Lacs, Gaspé-Nord, district de Rimouski et Gaspé, défendeur.

Le lot No. 12, rang G, canton Cap-Chat, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances, les impenses, améliorations, défrichements et tous les droits de préemption sur le dit lot.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement à Ste-Anne des Monts, le 5 NOVEMBRE 1947 à ONZE heures de l'avant-midi.

Rimouski, 30 septembre 1947.

Le Shérif,

20291-40-2-o **CHARLES GARON.**
[Première insertion, 4 octobre 1947]

Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 8577 { **FRANCOIS McKINNON**, rentier, de la paroisse de St-Ulric, district de Rimouski, demandeur, vs **ROBERT ST-LAURENT**, commissaire-voyager de la paroisse de St-Jérôme de Matane, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de St-Jérôme de Matane, mesurant 75 pieds de front sur 75 pieds de profondeur, borné au nord à la propriété de Luc Bélanger, à l'est à la rue, au sud à une autre rue et à l'ouest à la propriété de Louis Pineault, faisant partie du lot No. 157 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, avec maison dessus construites, appartenance et dépendance.

Pour être vendu à la porte de l'église de Matane, le 8 NOVEMBRE 1947 à ONZE heures de l'avant-midi.

Rimouski, 30 septembre 1947.

Le Shérif,

20292-40-2-o **CHARLES GARON.**
[Première insertion, 4 octobre 1947]

RIMOUSKI

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec — District of Rimouski.

Rimouski. { **L. N. THERRIEN**, merchant, of No. 1924. } **St-Joachim de Tourelle, county of Gaspé, district of Gaspé, plaintiff; vs ERNEST LABRIE of Sacré-Cœur de Tourelle, county of Gaspé, district of Gaspé.**

S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 35 of range 4 of the official cadastre of Tourelle, containing $55\frac{1}{2}$ acres — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur de Tourelle, on OCTOBER FOURTEENTH, 1947, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,

20160-37-2 Sheriff.
First insertion, September 13, 1947]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8698 { **EDMOND L'ITALIEN & ALPHONSE POITRAS**, both merchants, of Ste-Anne des Monts, carrying on business as lumber merchant at Ste-Anne des Monts, under the firm name of "L'Italien et Poitras", plaintiffs; vs **ALPHONSE POITRAS**, merchant, of Ste-Anne des Monts, assignee-seizing; vs **EDDY GIRARD**, of St-Bernard des Lacs, Gaspé-North, district of Rimouski, and Gaspé, defendant.

Lot No 12, range G, township of Cap-Chat, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, repairs, improvements and clearing and all preemption rights on said lot.

To be sold, at the Registry Office at Ste-Anne des Monts, on the FIFTH of NOVEMBER, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Rimouski, September 30, 1947.

CHARLES GARON,

20291-40-2 Sheriff.
[First insertion, October 4, 1947]

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8577 { **FRANCOIS McKINNON**, annuitant, of the parish of St-Ulric, district of Rimouski, plaintiff; vs **ROBERT ST-LAURENT**, commercial traveller of the parish of St-Jérôme de Matane, district of Rimouski, defendant.

A lot of land situate in the parish of St-Jérôme de Matane, measuring 75 feet in front by 75 feet in depth, bounded on the north by the property of Luc Bélanger, on the east by the street, on the south by another street, and on the west by the property of Louis Pineault, forming part of lot No. 157 of the official cadastre for the parish of St-Jérôme de Matane, with the house thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Matane, on the EIGHT of NOVEMBER, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Rimouski, September 30, 1947.

CHARLES GARON,

20292-40-2 Sheriff.
[First insertion, October 4, 1947]

Cour de Magistrat

Magistrate's Court

Canada, Province de Québec,— District de Rimouski.

Canada, Province of Quebec — District of Rimouski.

Rimouski, { **L. N. THERRIEN**, marchand ré-
N° 1592. } sident à St-Joachim de Tourelle,
Co. Gaspé, district de Gaspé, Demandeur, vs
WILLIE VALLÉE, colon, de Sacré-Cœur de
Tourelle Co. Gaspé, district de Gaspé.

½ N. E. lot 34, 2ème rang, du cadastre officiel
de Tourelle, contenant 50 acres en superficie avec
bâtisses ci-dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sacré-
Cœur de Tourelle le 14 OCTOBRE 1947 à ONZE
heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

20161-37-2-o **CHARLES GARON.**

[Première insertion, 13 septembre 1947]

Rimouski, { **L. N. THERRIEN**, merchant, re-
No. 1592 } siding at St-Joachim de Tourelle,
county of Gaspé, district of Gaspé, plaintiff; vs
WILLIE VALLÉE, settler, of Sacré-Cœur de
Tourelle, county of Gaspé, district of Gaspé.

N. E. ½ of lot 34, range 2, of the official cadas-
tra for Tourelle, containing 50 acres in area —
with buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at the church door of Sacré-Cœur
de Tourelle, on the FOURTEENTH of OCTO-
BER, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,

20161-37-2 Sheriff.

[First insertion, September 13, 1947]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, { **LES ÉPICIERS MO-**
Province de Québec, { **DERNES LIMITÉE,**
District de Montréal, { corporation légalement
N° 254279. { constituée, ayant sa prin-
cipale place d'affaires dans les cité et district de
Montréal, demanderesse vs **D. LECLERC**, de
Ste-Anne-des-Plaines, district de Terrebonne.
défendeur.

Un emplacement situé au village de Ste-Anne-
des-Plaines, comté de Terrebonne, connu et dési-
gné sous le numéro vingt-cinq de la subdivision
officielle du lot originaire numéro cent soixante
douze (172-25) des plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de Ste-Anne-des-Plaines, mesurant
cinquante et un pieds de largeur en avant et soi-
xante pieds de largeur en arrière, sur une profon-
deur moyenne de environ cent trente neuf pieds
et neuf pouces, le tout mesure anglaise et plus ou
moins, avec maison et autres bâtisses dessus éri-
gés.

Pour être vendu à la porte de l'Église catholi-
que de Ste-Anne-des-Plaines, MARDI le 14 OC-
TOBRE 1947 à DIX heures de l'avant midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ALBERT FOURNELLE**
St-Jérôme, le 8 septembre 1947. 20162-37-2-o

[Première insertion, 13 septembre 1947]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, { **LES ÉPICIERS MO-**
Province de Québec, { **DERNES LIMITÉE,**
District of Montreal, { corporation legally cons-
No. 254279. { tituted having its prin-
cipal place of business in the city and district of
Montreal. Plaintiff, vs **D. LECLERC**, of Ste
Anne des Plaines, district of Terrebonne. defend-
ant.

An emplacement situated in the village of Ste
Anne des Plaines county of Terrebonne, known
and designated under number TWENTY-FIVE
of the official subdivision of original lot number-
one hundred and seventy-two (172-25) on the offi-
cial plan and book of reference for the parish
of Ste-Anne des Plaines measuring fifty-one feet
wide in front and sixty feet wide in rear by a depth
of about one hundred and thirty-seven feet and
nine inches the whole English measure and mor
or less, with a house and other buildings thereon
erected.

To be sold at the Catholic Church door of Ste
Anne des Plaines on TUESDAY the 14th day of
OCTOBER 1947 at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jerome, Sept. the 8th, 1947. 20162-37-2-o

[First insertion, September 13, 1947]

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 40**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 40**

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Houde vs Davey 2431

ARRETÉS EN CONSEIL:

1564 — Concernant un amendement aux
règlements spéciaux pris en exécution
de la Loi des Établissements indus-
triels et commerciaux 2433

1566, section "A" — Comité paritaire
de l'industrie des arts graphiques de
Québec et du district 2431

1566, section "B" — Comité paritaire
de l'horlogerie 2432

1567, section "A" — Métiers de l'im-
primerie dans la région de Québec... 2432

1567, section "B" — Métier d'horloger
dans la région de Montréal 2432

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Houde vs Davey 2431

ORDERS IN COUNCIL:

1564 — Concerning an amendment of
the special regulations passed under
the Industrial and Commercial Est-
ablishments Act 2433

1566, part "A" — Joint Committee of
the Graphic Arts Industry of Quebec
and District 2431

1566, part "B" — Parity Committee of
Horology 2432

1567, part "A" — Printing trades in
the district of Quebec 2432

1567, part "B" — Clockmaking trade
in the district of Montreal 2432

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2423 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2423

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Frigidaire Products of Canada Limited (Nomination d'agent)	2434
La Familiale de Saint-Léon-le-Grand (Fondation)	2434
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Vital- de-Clermont (Formation)	2433
Syndicat Catholique des Institutions Religieuses de Rimouski, Inc. (For- mation)	2434

Frigidaire Products of Canada Limited (Appointment of agent)	2434
La Familiale de Saint-Léon-le-Grand (Foundation)	2434
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Vital- de-Clermont (Formation)	2433
Syndicat Catholique des Institutions Religieuses de Rimouski, Inc. (For- mation)	2434

CHARTRE — ABANDON DE:

CHARTER — SURRENDER OF:

Conway Dress Inc.	2434
---------------------------	------

Conway Dress Inc.	2434
---------------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES
AFFAIRES:

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Englishtown Cutlery, Ltd.	2435
-----------------------------------	------

Englishtown Cutlery, Ltd.	2435
-----------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Pro- duits Laitiers de Centilly	2435
--	------

Société Coopérative Agricole de Pro- duits Laitiers de Gentilly	2435
--	------

AGRICULTURE:
*Industrie Laitière:*AGRICULTURE:
Dairy Industry:

Ordonnance N° 47-Sp-IA — Province de Québec	2435
--	------

Order No. 47-Sp-IA — Province of Quebec	2435
--	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Drummondville-Ouest, munic. scolaire de	2437
La Rivière Pentecôte, munic. scolaire de	2437
Les Hauteurs, munic. scolaire de	2437
Saint-Louis-de-Joannès, munic. scolaire de	2436
Stanstead, munic. scolaire du canton de	2436
Ste-Thérèse-du-Colombier, munic. sco- laire de	2436
St-Majorique, munic. scolaire du village de	2437

Drummondville-West, school munic. of	2437
La Rivière Pentecôte, school munic. of	2437
Les Hauteurs, school munic. of	2437
Saint-Louis-de-Joannès, school munic. of	2436
Stanstead, school munic. of the town- ship of	2436
Ste-Thérèse-du-Colombier, school munic. of	2436
St-Majorique, school munic. of the village of	2437

TERRES ET FORETS:

LANDS AND FORESTS:

Beauport, paroisse de	2437
---------------------------------	------

Beauport, parish of	2437
-------------------------------	------

TRAVAIL:

LABOUR:

Arrêté en Conseil N° 102 du 11 janvier 1945 — Industrie du bois ouvré dans la région de Québec (Erratum)	2438
Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charle- voix-Saguenay (Modification)	2439
Comité paritaire de l'industrie de l'au- tomobile de Montréal et du District (Modification)	2438

Order in Council No. 102 of January 11, 1945 — Wrought wood industry in the Quebec district (Erratum)	2438
Parity-Committee of the Construction Industry for the Counties of Rober- val, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay (Amendment)	2439
Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District (Amendment)	2438

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Canada Beef Co. Ltd.	2424
Compagnie horlogère Canadienne Li- mitée — Canadian Clock Company Limited	2425
Gaspé Copper Mines, Limited	2425
Guthell's Fur Dressers and Dyers Lim- ited	2425
How-Ell Sales Incorporated	2426

Canada Beef Co. Ltd.	2424
Compagnie Horlogère Canadienne Li- mitée — Canadian Clock Company Limited	2425
Gaspé Copper Mines, Limited	2425
Guthell's Fur Dressers and Dyers Lim- ited	2425
How-Ell Sales Incorporated	2426

J. H. Ricard Cie Ltée — J. H. Ricard Co. Ltd.	2426
Lac Légaré Limitée	2427
New Quebec Exploration Company Limited	2427
Nu-Era Creations Inc.	2427
Quincaillerie Jonquière Ltée — Jonquière Hardware Ltd.	2428
St-Félicien, ville de	2439
Wingate Woollen Co. Ltd.	2428

J. H. Ricard Cie Ltée — J. H. Ricard Co. Ltd.	2426
Lac Légaré Limitée	2427
New Quebec Exploration Company Limited	2427
Nu-Era Creations Inc.	2427
Quincaillerie Jonquière Ltée — Jonquière Hardware Ltd.	2428
St-Félicien, town of	2439
Wingate Woollen Co. Ltd.	2428

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Beaudet & Cie, Ltée — (Beaudet & Co. Ltd.)	2429
Ecole d'Arts et Métiers (Section Féminine) Shawinigan Falls	2429
Insurance Exchange Building Ltd.	2429
Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée — Sherbrooke Construction Shops Ltd.	2429
Les Produits Laitiers Laurentide Limitée — Laurentide Dairy Products Limited	2430
Specialloid (Canada) Limited	2430
Specialty Outfitters Inc.	2430
The Albert Paper Company Inc.	2430
Universal Shoe Co. Ltd.	2431

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Beaudet & Cie, Ltée — (Beaudet & Co. Ltd.)	2429
École d'Arts et Métiers (Section Féminine) Shawinigan Falls	2429
Insurance Exchange Building Ltd.	2429
Les Ateliers de la Construction Sherbrooke Ltée — Sherbrooke Construction Shops Ltd.	2429
Les Produits Laitiers Laurentide Limitée — Laurentide Dairy Products Limited	2430
Specialloid (Canada) Limited	2430
Specialty Outfitters Inc.	2430
The Albert Paper Company Inc.	2430
Universal Shoe Co. Ltd.	2431

ORDRE DE COUR:

Ramsay vs Filteau	2440
-----------------------------	------

RULE OF COURT:

Ramsay vs Filteau	2440
-----------------------------	------

PROCLAMATION:

Concernant la fixation du 13 octobre 1947 comme jour d'actions de grâces	2440
--	------

PROCLAMATION:

Concerning the fixing of the 13th of October, 1947, as a day of thanksgiving	2440
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Burnett Investments Inc.	2441
Gaspé Copper Mines, Limited	2441

HEAD OFFICES:

Burnett Investments Inc.	2441
Gaspé Copper Mines, Limited	2441

SOUSSIONS:

Asbestos, ville de	2443
Hampstead, ville de (Correction)	2441
Lachine, cité de	2442
Ste-Thérèse, ville de	2442

TENDERS:

Asbestos, town of	2443
Hampstead, town of (Correction)	2441
Lachine, city of	2442
Ste-Thérèse, town of	2442

VENTES PAR LICITATION:

Boyer vs Lefebvre <i>et al.</i>	2444
Coutu vs Hétu	2445
Morin vs Morin <i>et al.</i>	2445

SALES BY LICITATION:

Boyer vs Lefebvre <i>et al.</i>	2444
Coutu vs Hétu	2445
Morin vs Morin <i>et al.</i>	2445

VENTE POUR TAXES:

Châteauguay, ville de	2446
---------------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Châteauguay, town of	2446
--------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Desharanis vs Fortier	2447
---------------------------------	------

ARTHABASKA:

Desharanis vs Fortier	2447
---------------------------------	------

RIMOUSKI:

L'Italien <i>et al.</i> vs Girard	2448
McKinnon vs St-Laurent	2448
Therrien vs Labrie	2448
Therrien vs Vallée	2449

RIMOUSKI:

L'Italien <i>et al.</i> vs Girard	2448
McKinnon vs St-Laurent	2448
Therrien vs Labrie	2448
Therrien vs Vallée	2449

TERREBONNE:

Les Epiciers Modernes Limitée vs Leclerc	2449
--	------

TERREBONNE:

Les Epiciers Modernes Limitée vs Leclerc	2449
--	------

